



## Non au tirage au sort pour l'accès à l'université !

FIGAROVOX/TRIBUNE- Jack Lang et Yves Michaud s'opposent au tirage au sort à l'entrée de l'université, qui décourage les élèves les plus travailleurs au nom d'une fausse égalité des chances.

Jack Lang, ancien ministre de l'Éducation de François Mitterrand et Lionel Jospin. Yves Michaud, ancien directeur de l'École nationale supérieure des beaux-arts, est à l'origine de l'«Université de tous les savoirs», destinée à une large diffusion de la science et de la culture. Dans un collège ZEP de Gennevilliers, on demande à Slimane 12 ans ce qu'il voudrait faire plus tard. Il répond «médecin!» puis se renfrogne et ajoute «mais je n'y arriverai pas». On lui demande pourquoi il est découragé si jeune. Il répond: «parce que, que je travaille ou non, ça n'aura pas d'importance - on tire au sort pour l'entrée à l'université». L'anecdote est aussi vraie que déchirante. Voilà comment le mythe de l'égalitarisme, confronté à la massification des entrées à l'université et drapé dans l'illusion de la non-sélection, décourage les bonnes volontés des pauvres! Car, contrairement à ce qu'imaginent les idéologues du Ministère de l'éducation nationale et les pédagogues au chaud dans leurs chaires académiques, leur égalitarisme de façade fait des ravages très tôt - dès le collège. À quoi bon travailler si on sera tiré au sort quand viendra le temps du choix? L'idéologie conjointe du baccalauréat «premier titre universitaire» et du baccalauréat pour tous rend aujourd'hui l'entrée à l'université cauchemardesque. Les études de technologie sélectionnent, les classes préparatoires sélectionnent, les établissements qui se sont arrangés un statut dérogatoire (les Instituts d'études politiques, Dauphine) sélectionnent. Les universités ne sélectionnent pas - elles tirent au sort ceux qui seront appelés... à échouer au terme de trois années d'études pour lesquelles tous ne sont pas faits. On connaît les plaintes des départements scientifiques qui voient arriver des bacheliers qui ne savent pas faire une règle de trois. On connaît les problèmes des Staps (activités physiques et sportives) où un sportif accompli peut ne pas être choisi au tirage au sort. On connaît aussi ces filières où se réfugient ceux qui n'ont pas été pris ailleurs. Certaines universités ont même mis en place des sortes de baby-sitting pour bacheliers décrocheurs où des universitaires se transforment en «répétiteurs» de collège. Que faire? Dire que les universités manquent de moyens a été la rengaine des vingt dernières années. Mais donner toujours plus de moyens c'est remplir le tonneau des Danaïdes quand les flots de bacheliers non préparés ne cessent d'enfler. C'est aussi déqualifier de plus en plus une université qui devient la voiture-balai d'un système qui dysfonctionne. Il faudrait d'abord que l'enseignement, et notamment au Collège, retrouve sa qualité. Les moyens y sont, les enseignants sont de qualité. Ce qui ne va pas du tout, ce sont ces programmes in-enseignables, ces horaires impossibles, cette absence de socle commun enfin défini en dehors des lobbies des disciplines et de la sacro-sainte «inspection générale», cette «mère de tous les lobbies». Pour l'entrée à l'université, plusieurs solutions sont envisageables. Soit laisser les universités choisir leurs étudiants à la manière anglaise ou américaine. C'était l'idée derrière la loi d'autonomie des universités mais personne n'a osé aller jusqu'au bout au nom de la pseudo «égalité républicaine» - qui est en fait un beau mensonge quand on voit le nombre de filières sélectives protégées à l'usage de la bourgeoisie informée... Soit instaurer un examen national d'entrée à l'université sur le modèle de la selectividad espagnole avec des épreuves générales mais relativement différentes selon les grands champs disciplinaires. Malheureusement, ces deux solutions demandent du courage, beaucoup de courage: c'est-à-dire qu'on en finisse avec le mythe redoutable autant que vide du baccalauréat premier titre universitaire, dont l'organisation courtelinesque est coûteuse, gâche un 3ème trimestre réduit à rien et qui n'est en réalité plus qu'un «certificat de fin d'études secondaires» assaisonné de «mentions» distribuées en nombre grotesque. La solution d'un retour à une année propédeutique doit, elle, être écartée: si on conserve le dogme de la non-sélection et laisse entrer tous ceux qui se présentent, il suffira de l'organisation efficace d'un refus de la sélection pour que tout se bloque et que ce soit retour à la case départ. Le problème est énorme et explosif mais on ne peut pas continuer à se voiler les yeux. On ne peut pas continuer à décourager tous les petits Slimane qui veulent faire quelque chose de leur vie. On ne peut pas continuer à entretenir hypocritement les illusions de tous les «bac+3» voire «bac+5» qui finissent des études médiocres dans des filières sans débouchés et viennent grossir la foule des jeunes en colère qui votent FN. On ne peut pas continuer à laisser se dégrader les universités en les transformant en institutions de rattrapage de tous les échecs d'un ministère de l'Éducation



nationale aux mains des idéologues et des co-gestionnaires du renoncement. Ce ministère doit retrouver le sens de la véritable égalité, qui n'est pas celle des gâchis mais celle des chances. Il mériterait alors aussi de retrouver son vrai nom: celui Ministère de l'Instruction publique.